

Travail de droit constitutionnel

Marion Bonnet



Monsieur Dekleermaker

BAC 2 – Groupe 1

29 décembre 2017

Matricule UMONS : 171850

Matricule ULB : 000443280

UMONS
Université de Mons

ULB

1. Table des matières

1. INTRODUCTION	1
2. ADOPTER LE PROJET	2
3. LA CHAMBRE POPULAIRE TEMPORAIRE	2
A. LA MAJORITÉ	3
B. TOUS LES BELGES ?	3
C. CERTIFICAT DE BONNE VIE ET MŒURS.	3
D. LA RELIGION.	3
E. LA PARITÉ HOMMES/FEMMES	3
F. QUID DES ÉLUS POLITIQUES ?	4
G. LA LANGUE.	4
H. TRAVAILLEURS OU NON ?	4
4. QUID DE LEUR RÔLE ?	4
A. POUR QUELLE MATIÈRE LA CHAMBRE POPULAIRE SERA CONSTITUÉE ?	4
B. UN VOTE À ÉMETTRE.	5
I. QUID DU QUORUM ?	5
II. QUID DES SUFFRAGES ?	5
5. LA RELATION DES TROIS CHAMBRES ?	6
6. COMPARAISON AVEC LE JURY DE LA COUR D'ASSISES ?	6
7. QUELLE SORTE DE DÉMOCRATIE ?	6
A. LA DÉMOCRATIE DIRECTE.	6
B. LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE	7
C. LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE.	8
D. ET CONCERNANT LA CHAMBRE POPULAIRE ?	8
8. DAVID VAN REYBROUCK ET LE G1000	9
A. DAVID VAN REYBROUCK, SON INTERVIEW, SON LIVRE.	9
B. G1000	10
9. EN CONCLUSION.	10

1. Introduction

Dans notre système actuel, la participation citoyenne est constamment remise en doute. Certains Belges se posent des questions concernant leur place de citoyen au sein d'un pays dit démocratique.

Il est vrai que le pouvoir législatif fédéral - composé de la Chambre des représentants, du Sénat (même si certains veulent le supprimer, mais c'est un autre débat) et du roi - a une place importante en vue d'adopter certains projets ou certaines propositions de loi. Cependant, les Belges voudraient avoir d'autant plus leur mot à dire.

Pour le démontrer, j'ai réalisé une enquête, comprenant 200 personnes, sur l'avis des citoyens concernant la démocratie. Sur la question « en tant que citoyen, pensez-vous que votre avis est pris en compte par les institutions politiques ? », 78% des sondés ont répondu non¹. Que ce soit à cause des politiciens, qui ne les voient que comme de bons électeurs ou que ce soit à cause des citoyens, qui se détournent de la politique ou qui ne votent pas par exemple, la démocratie chute considérablement. D'après Jean-Christophe Bilodeau, la démocratie c'est une relation entre d'un côté l'Etat et de l'autre côté le citoyen. Si l'un décide d'abandonner, l'autre ne pourra suivre.² De quoi en avoir peur.

Avant de développer, je citerai une citation d'Abraham Lincoln (1809 – 1965) : « la démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Et c'est là, que mon projet intervient : instaurer une chambre populaire temporaire composée de citoyens volontaires tirés au sort qui émettraient surtout un vote concernant les projets et propositions de loi les plus important(e)s, au niveau fédéral.

Certains pays ont déjà essayé de faire intervenir leurs citoyens. Ces citoyens émettent évidemment un vote mais des problèmes se présentent. Le souci n'est pas le vote, mais bien « le mode organisationnel » de la décision, c'est-à-dire le manque de temps et d'arguments pour se munir d'un avis pertinent et réfléchi.³

C'est pour cela que ce travail est proposé car je mentionnerai l'adoption du projet, les diverses conditions à respecter pour le tirage au sort, les conditions de vote, la relation entre les trois chambres, la comparaison avec le Jury d'assises, les trois sortes de démocraties et pour finir David Van Reybrouck, son livre, son interview et le G1000. A chaque point, j'énoncerai leurs différents avantages et inconvénients.

Je tiens à préciser que ce que je propose respectera les droits fondamentaux de la Constitution. Dernière chose, vous pourrez retrouver l'intégralité du sondage en annexe.

¹ Voir annexe 1.

² P. SCHMITZ, *La démocratie belge malade de sa participation : de l'orange bleue au fortigate*, Liège, Céfal, 2009, p. 343.

³ T. NOCE, *Prendre des décisions collectives avec des méthodes participatives*, Lyon, Chronique Sociale, 2009, pp. 26 et 27.

2. Adopter le projet

Avant d'aborder directement le sujet en lui-même, il convient avant tout de penser à l'adoption de cette chambre populaire.

Pour ce faire, je propose une révision de certains articles de la Constitution y compris les lois spéciales qui s'y rapportent. Il faut donc suivre la procédure annoncée dans la Constitution :

« Le pouvoir législatif fédéral a le droit de déclarer qu'il y a lieu à la révision de telle disposition constitutionnelle qu'il désigne. Après cette déclaration, les deux Chambres sont dissoutes de plein droit. Il en sera convoqué deux nouvelles, conformément à l'article 46. Ces Chambres statuent, d'un commun accord avec le Roi, sur les points soumis à la révision. Dans ce cas, les Chambres ne pourront délibérer si deux tiers au moins des membres qui composent chacune d'elles ne sont présents; et nul changement ne sera adopté s'il ne réunit au moins les deux tiers des suffrages », est donc compétent »⁴.

Je propose donc de réviser les articles 36, 42, 43, 49 et 55 de la Constitution pour les mettre à jour avec mon projet.

3. La chambre populaire temporaire

Comme dit précédemment, une chambre populaire temporaire serait créée en tant que troisième chambre, avec la Chambre des représentants et le Sénat. Développons-la.

Le but de ce tirage au sort étant d'éviter toute forme de discrimination directe, certaines conditions (infra) sont requises pour pouvoir être tiré au sort.

Entendons d'abord la discrimination directe comme « une différence de traitement qui manque de justification objective et raisonnable est directement fondée sur le sexe, une prétendue race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, l'âge, la conviction religieuse ou philosophique, l'état de santé actuel ou futur, un handicap ou une caractéristique physique »⁵. Mais ajoutons à cette définition « qu'il semble logique qu'un problème de discrimination ne puisse intervenir que lorsqu'une personne est traitée moins favorablement qu'une autre »⁶.

⁴ Article 195 de la Constitution.

⁵ Loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, M.B., 04 avril 2010, modifiée par la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination, M.B., 17 mars 2003.

⁶ M. PÂQUES, J.-C. SCHOLSEN, *L'égalité : nouvelle(s) clé(s) du droit*, Liège, CUP, Bruxelles, Larcier, 2004, vol. 73, p. 144.

a. La majorité

Tous les citoyens, sans exception, auront atteint l'âge de la majorité puisqu'ils bénéficient de la capacité de discernement. Donc, le citoyen doit requérir des conditions pour prendre part à la gestion des affaires publiques. Ce dernier pourra donc voter lors des élections que ce soit au niveau fédéral ou fédéré.⁷

b. Tous les Belges ?

Les Belges susceptibles d'être tirés au sort devront s'être inscrits préalablement dans leur commune respective sur une des listes (infra). Aucune différence sociale ne leur saura accordée.

c. Certificat de bonne vie et mœurs.

Tous les citoyens belges seront acceptés pour autant qu'ils présentent leur certificat de bonne vie et mœurs.

d. La religion.

Tous les citoyens volontaires seront tirés au sort, qu'importe leur religion. C'est pour cela que la différence de religion sera prohibée. La religion étant « un ensemble de croyances et de dogmes qui définissent une foi, une conviction de vie et un rapport sacré »⁸.

e. La parité hommes/femmes

Depuis de nombreuses années, la parité hommes/femmes, dans n'importe quel domaine de société est parfois taboue. En l'occurrence, dans ce projet, le sexisme sera interdit puisqu'une parité hommes/femmes sera obligatoire. C'est pour cela que deux listes (dans les communes) seront proposées : une liste pour les femmes et une liste pour les hommes⁹.

Nous entendons le sexisme comme « une attitude qui consiste à hiérarchiser des personnes en fonction de leur sexe ou de leur orientation sexuelle, à juger des individus ou des groupes en fonction de leur sexe, lequel est censé réduire à une nature intrinsèquement inférieure et/ou malfaisante »¹⁰.

Mais, c'est aussi un principe repris par la Constitution¹¹ : « l'égalité des femmes et des hommes est garantie »¹².

⁷ F. DELPEREE, *La Belgique fédérale*, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 409.

⁸ S. HOEBEKE, *La liberté d'expression, pour qui, pour quoi, jusqu'où ?*, Limal, Anthemis, 2015, p. 76.

⁹ Annexe 2

¹⁰ S. HOEBEKE, *La liberté d'expression, pour qui, pour quoi, jusqu'où ?*, Limal, Anthemis, 2015, p. 72.

¹¹ M. UYTTENDAELE, *Les institutions de la Belgique*, Bruylant, 2014, p. 35.

¹² Article 10, alinéa 3, de la Constitution.

f. Quid des élus politiques ?

Les élus politiques (s'étendant du niveau communal au niveau fédéral) ne pourront s'inscrire sur la liste du tirage au sort, pour éviter les cumuls au sein des Chambres.

g. La langue.

Tous les citoyens sont conviés, peu importe leur langue. Le fait d'avoir des personnes appartenant soit à la langue française, néerlandaise ou allemande est d'ailleurs encore mieux puisque l'horizon est encore plus large ! Plusieurs interprètes seront présents sur place.

Une parité linguistique sera également demandée donc il ne pourra y avoir plus de 2/3 de membres d'un même groupe linguistique.

h. Travailleurs ou non ?

Les personnes tirées au sort ne sont pas obligées de travailler ou même d'avoir un diplôme. Concernant les personnes qui travaillent, pas d'inquiétude ! Si vous êtes amenés à être tirés au sort, vous recevrez un mot d'excuse officiel que vous remettrez à votre patron. Quid de la rémunération ? Vous serez bien évidemment payé les jours où vous serez appelés mais également payé pour les frais de déplacement puisque le lieu sera à Bruxelles, à la rue de Louvain, au numéro 11 (lieu de la Chambre des représentants).

4. Quid de leur rôle ?

a. Pour quelle matière la chambre populaire sera constituée ?

La chambre populaire sera demandée pour les lois futures portant un intérêt civil à chaque citoyen, par exemple concernant l'assurance maladie-invalidité.

Donc tous les membres devront se présenter le premier jour, à savoir le jour où ils découvrent le sujet de la future loi. Il est important de dire que sur la liste où s'inscriront les volontaires, il y aura 3 cases : une pour le nom de famille, une pour le prénom et la dernière pour la langue maternelle. Donc, les tirés au sort recevront leur texte dans la langue inscrite sur la liste.

Le projet ou la proposition de loi leur sera transmis(e) directement sur place (entre la commission parlementaire et la séance plénière) mais également avec un rapport d'expertise détaillé pour bien comprendre chaque article (fait précédemment par le rapporteur lors de la commission parlementaire).

Ils liront le projet ou la proposition de loi ainsi que son rapport d'expertise. Concernant la durée, elle ne sait être déterminée maintenant. Un inconvénient est que le temps serait trop court, que les élus par tirage au sort subiraient des pressions venant des députés.

b. Un vote à émettre.

Après un temps de réflexion, un vote sera à émettre. Le vote se fera par bulletin de vote via « la méthode de choix unique »¹³. La méthode de choix unique présente deux avantages. Elle permet une réponse fermée, c'est-à-dire dans notre cas, soit oui soit non. Le deuxième avantage est la rapidité de vérification de la réponse. Puisque 90 personnes rendront un bulletin de vote, il est plus facile pour le vérificateur de n'avoir à faire qu'à une réponse fermée.

Malgré les deux avantages, il y a tout de même un inconvénient. Le vote sera un vote intuitif et pas réflexif puisqu'il n'y aura pas eu de discussion entre les 90 membres de la chambre populaire.¹⁴

Tout comme les élections, le vote restera secret¹⁵, anonyme. Le greffier se chargera alors de récupérer ces bulletins de vote et, en supervision de son greffier adjoint, de vérifier si tous sont présents et de plus, de rendre la décision finale de la chambre populaire.

Le vote reste important en Belgique. Si 70% de la population veut encore voter, le 30% ne veut plus. Avec ce projet, je propose encore une fois un vote mais le fait d'avoir un bulletin à remettre en plus, nous sommes en présence d'une évolution du droit de vote. L'Etat s'inscrit sur une citoyenneté participative plutôt que sur une citoyenneté qui ne fait qu'élire ses représentants donc sur une citoyenneté représentative¹⁶.

i. Quid du quorum ?

Il y aura 90 personnes dans cette chambre pour avoir un maximum de personnes venant d'un horizon différent. Tout comme le jury d'assises, ceux qui se sont inscrits préalablement sur la liste devront être présents quand ils seront appelés à voter. Cependant, en cas d'absence, un certificat devra être envoyé au greffe général de la Chambre.

Une condition doit cependant être requise : il ne peut y avoir, au sein des présents, plus de deux/tiers d'un même groupe linguistique.

ii. Quid des suffrages ?

Tout dépendra si la loi sera à adopter à majorité ordinaire ou à majorité spéciale. Si c'est une loi ordinaire, la majorité absolue sera demandée conformément à l'article 53 de la

¹³ Voir annexe 3.

¹⁴ T. NOCE, *Prendre des décisions collectives avec des méthodes participatives*, Lyon, Chronique Sociale, 2009, pp. 115 et 116.

¹⁵ M. UYTTENDAELE, *Les institutions de la Belgique*, Bruylant, 2014, p. 38.

¹⁶ M. PÂQUES, *Droit public élémentaire en quinze leçons*, faculté de droit de l'université de Liège, Bruxelles, Larcier, 2005, p. 37.

Constitution et si c'est une loi spéciale, la majorité spéciale sera demandée conformément à l'article 4 de la Constitution.

5. La relation des trois chambres ?

Les citoyens de la chambre populaire émettront leur vote le jour avant les votes de la Chambre (et parfois du Sénat) pour éviter toute influence des parlementaires. Ce sera ensuite au tour de la Chambre, et du Sénat en cas de bicaméralisme, de voter.

C'est donc le résultat des votes des deux chambres qui permettra l'adoption du projet ou de la proposition de loi.

Cependant, deux cas peuvent se présenter. Soit le vote de la Chambre populaire sera identique aux deux autres chambres, soit il sera différent. Si elles sont d'accord, aucun problème, si elles ne le sont pas, alors le projet de loi est refusé et sera renvoyé en commission parlementaire pour modifier ce qui pose problème.

6. Comparaison avec le jury de la Cour d'assises ?

Il me semble important de parler du jury d'assises. Je m'explique. Je suis certaine que si ce projet était amené à se concrétiser, certaines personnes seraient contre. Et il me semble qu'un des arguments de l'opposition serait que le tirage au sort amènerait des personnes qui ne connaissent rien au droit¹⁷ et que le tirage au sort serait donc dangereux pour la société.

À ce moment-là, la réponse que je donnerai à l'opposition sera le jury d'assises. Le jury est aussi tiré au sort et en plus il est obligatoire parmi tous les citoyens belges (ainsi que les autres conditions prévues à ce sujet), au contraire de la chambre populaire qui serait obligatoire mais uniquement pour les citoyens volontaires. De plus, pour le jury, même si les personnes tirées au sort n'ont aucune expérience dans le domaine du droit, les décisions sont respectées.

7. Quelle sorte de démocratie ?

Il y a différentes sortes de démocratie : la démocratie directe, la démocratie participative et la démocratie représentative.

a. La démocratie directe.

C'est une forme de démocratie où les électeurs peuvent prendre part aux décisions sans devoir passer par les élus. Dans la démocratie directe, l'avis des citoyens est primordial puisque les

¹⁷ P. SCHMITZ, *La démocratie belge malade de sa participation : de l'orange bleue au fortigate*, Liège, Céfal, 2009, p. 342

élus n'ont pas d'autre choix que de l'accepter.¹⁸ Donc, ce sont des citoyens qui se rencontrent en groupe et parlent ensemble en ne se préoccupant pas des élus.¹⁹

En d'autres mots, « la démocratie directe est la traduction la plus fidèle de l'idéal démocratique : aux citoyens, elle confie non seulement le principe, mais encore l'exercice effectif de la souveraineté. »²⁰

Dans la démocratie directe, il faut que les citoyens soient toujours présents dans l'organisation des pouvoirs, il faut qu'ils forment et adoptent personnellement des lois. Mais il est clair que la démocratie directe ne concorde pas avec la démocratie représentative. Il est évidemment cohérent de dire que ceux qui participent à la démocratie directe doivent être citoyens, qu'ils soient libres, bénéficiant de droits politiques, etc.

Le désavantage serait que l'on peut donc dire que dans la démocratie directe, le citoyen est souverain, c'est lui qui gère l'Etat.²¹

b. La démocratie participative

Dans la démocratie participative, les citoyens donnent leur avis aux élus, à l'autorité publique mais évidemment, sans intervenir dans la décision finale. Ils n'émettent qu'un avis qui ne se concrétise pas dans la décision finale. Cependant, des questions se posent concernant cette démocratie et ce sont les mêmes que pour la démocratie directe. Le fait de consulter et faire participer des citoyens peut-il amener à l'arbitrage et à l'égoïsme ? Une enquête a été faite pour justement répondre à cette question. Le fait de faire participer des citoyens est intéressant puisqu'ils vont donner leur avis sur des sujets pour lesquels des politiciens n'auraient peut-être pas relevés. Mais de l'autre côté, des avis ressemblent parfois à de l'arbitrage connu dans des démocraties représentatives.²²

La participation des citoyens est plus large que celle dans la démocratie directe. Certes, ils se rassemblent et discutent mais ce n'est pas pour autant qu'ils en oublient les autorités publiques, au contraire.²³

L'avantage de cette démocratie est le fait que les participants prennent part aux décisions sous-entend qu'elle partage le pouvoir avec l'autorité publique. Si elle ne partageait pas ce pouvoir, nous serions dans une démocratie directe.²⁴

¹⁸ V. DE COOREBYTER, *La citoyenneté*, Bruxelles, CRISP, 2002, pp. 80 à 82

¹⁹ J. – P. GAUDIN, *Participation démocratique*, 2^e éd., Clamecy, Armand Colin, 2013, p. 9

²⁰ J. DABIN, *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*, de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant 1986, p. 8

²¹ J. DABIN, *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*, de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant 1986, pp. 8 à 80

²² V. DE COOREBYTER, *La citoyenneté*, Bruxelles, CRISP, 2002, pp. 82 à 122

²³ J. – P. GAUDIN, *Participation démocratique*, 2^e éd., Clamecy, Armand Colin, 2013, p. 9

²⁴ J. DABIN, *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*, de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant 1986, pp. 8 à 80

c. La démocratie représentative.

Dans le cas de cette démocratie, les citoyens ont tous les pouvoirs entre leurs mains mais ils élisent eux-mêmes des citoyens qui deviendront « les interprètes de leur volonté », qui prendront part aux décisions. Donc les citoyens ont tous les pouvoirs et les élus doivent les suivre.

Des historiens placent, à l'heure actuelle, notre Etat dans cette démocratie représentative. Pourtant, tout le monde n'est pas d'accord avec eux. Quand des décisions sont prises, les citoyens parlent avec le sujet « ils », « ils ont pris la décision ... » tandis que si nous étions vraiment dans une forme de démocratie représentative, ils parleraient en « nous », « nous avons pris la décision ... ».

Les citoyens élisent donc des représentants qui assureront la gestion des affaires publiques. Les citoyens peuvent donner leur avis si on leur demande, tandis que dans la démocratie directe, ils donnent d'office leur avis, qu'on le leur demande ou non.²⁵

d. Et concernant la chambre populaire ?

Les deux démocraties qui me semblent les plus intéressantes sont les démocraties directe et participative. D'un côté comme de l'autre, si je ne me tournais que vers une des deux démocraties, il y aurait de l'arbitrage. C'est pourquoi il faudrait les assembler. Il s'agirait « d'associer directement les prises de décisions des citoyens aux prises de décisions de l'autorité publique. Pour aboutir à une sorte de « coproduction » des choix publics, disent certains, par les élus et les citoyens concernés »²⁶.

Nous serions donc, dans cette chambre populaire, des citoyens plus actifs qu'ils ne le sont actuellement. Je nous place déjà comme un peuple actif, même avant la chambre populaire, puisque nous pouvons et surtout devons voter. J'entends par actif, celui qui exerce le pouvoir.²⁷

Le fait de penser à faire intervenir les citoyens dans les prises de décisions, avec l'autorité publique, laisse penser qu'il y a un écart et une divergence d'intérêts entre les gouvernants et les gouvernés.²⁸

Mais il convient de garder à l'esprit que la chambre populaire ne peut exister sans une partie de la démocratie représentative et plus exactement, sans qu'on élise l'autorité publique.

²⁵ J. DABIN, *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*, de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant 1986, pp. 8 à 80.

²⁶ J. – P. GAUDIN, *Participation démocratique*, 2^e éd., Clamecy, Armand Colin, 2013, p. 10.

²⁷ C. BEHREDT, *Introduction à la Théorie générale de l'Etat*, 3^e éd., de la Faculté de droit de l'Université de Liège, Bruxelles, Larcier, 2009, p. 63.

²⁸ J. DABIN, *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*, de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant 1986, p. 9.

8. David Van Reybrouck et le G1000

a. David Van Reybrouck, son interview, son livre.

Selon David Van Reybrouck, célèbre auteur de notre génération, nous sommes face à une « crise démocratique ». Certes il nous dit que nous devons voter, que nous devons remplir notre devoir de citoyen, mais pour cet auteur, et je partage son avis, c'est trop peu. Il dit que beaucoup d'européens, dont nous les Belges, estiment qu'en ayant le droit de vote, c'est assez dans une démocratie. Mais ce n'est pas le cas.²⁹

Cet auteur parle également du tirage au sort. C'est un outil intéressant pour créer une forme de représentation populaire. Le problème sont les élections. Il y a très peu de créativité de la part de la politique. Il pense qu'il y a mieux pour faire parler le peuple que des élections. Nous sommes dans une forme de démocratisation quantitative dans le sens où on donne le droit de vote à tout le monde, mais nous n'avons pas une démocratisation qualitative car l'accès à la parole n'a pas évolué. Alors que ce qui est essentiel dans une démocratie nous dit David Van Reybrouck, c'est que les citoyens se parlent, délibèrent et s'informent. Nous serions donc dans une représentation délibérative.³⁰

Comme disaient Montesquieu, Aristote ou encore Rousseau, « les élections sont aristocratiques et le tirage au sort est démocratique ».

Dans son livre, il reprend le terme démocratie délibérative : « démocratie où les citoyens non seulement votent pour des politiciens mais parlent aussi entre eux et avec des experts »³¹. Il explique également dans une grande partie de son ouvrage que divers pays avaient déjà essayer le tirage au sort et que certains s'avéraient être très concluants. Mais pour que ce projet marche, il faut passer absolument par la connaissance des conclusions.³²

Il reprend également dans son livre une personne, du nom de Bouricius qui avait pensé à différentes instances, toutes tirées au sort. Mais penchons-nous sur la quatrième, qui nous intéresse le plus... Du nom de Policy Jury : il vote les lois, scrutin secret après des présentations publiques. Toutes les personnes sont tirées au sort, elles sont appelées quand une loi doit être votée, durée minime et rémunération selon la journée et les frais de déplacement.³³

²⁹ PROWLINGOWLTUBE, « Tegen verkiezingen – nieuwe democratie David van Reybrouck in vpro's buitenhof », 30 septembre 2013, YouTube, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=JG1w-SiFN4s&t=586s>.

³⁰ O. CECILLON, « Entretien Mediapart – David Van Reybrouck : Contre les élections, pour la démocratie – intégral », 13 février 2017, YouTube, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=Eog6OocaOBk>.

³¹ D. VAN REYBROUCK, *Contre les élections*, Babel essai, 2013, p. 126.

³² D. VAN REYBROUCK, *Contre les élections*, Babel essai, 2013, p. 143.

³³ D. VAN REYBROUCK, *Contre les élections*, Babel essai, 2013, p. 163.

b. G1000 ³⁴ ³⁵

C'est un rassemblement de mille personnes qui a été fait le 11 novembre 2011 à Bruxelles. Les mille personnes ont été tirées au sort et n'ont pas de partis pris. Ces dernières étaient divisées en plusieurs tables où une diversité maximale était présente, et à la fois exigée.

David Van Reybrouck expliquait que même si c'étaient des personnes prises par le pur hasard, elles étaient très à l'écoute et impliquées dans les discussions. Ce qui est ressorti de cette expérience est que les personnes sont heureuses puisqu'elles peuvent voter librement mais à la fois frustrées puisqu'elles ne peuvent motiver leur réponse.

Après cette expérience, elles se sentent beaucoup plus fortes et peuvent donc avoir un « dire » dans la société belge.

9. En conclusion.

Tout d'abord, je dirai que le tirage au sort est la meilleure solution pour faire face à la crise démocratique, crise énoncée par David Van Reybrouck. D'ailleurs, « une démocratie n'existera que si l'infrastructure démocratique est nourrie par une réalité démocratique »³⁶.

Le tirage au sort permettrait d'avoir des personnes de tout genre, sexe, religion, rôle social, venant de tout horizon. Il améliorerait les rapports entre les gouvernants et les gouvernés. La démocratie serait donc beaucoup plus participative et directe. En ce sens qu'elle fera intervenir des citoyens qui se réuniraient et voteraient. Ces derniers seraient donc amenés à prendre des décisions sur les futures lois avec, je le rappelle, un intérêt civil. Mais, il convient de rappeler que l'Autorité publique gardera son rôle de pouvoir législatif.

Les citoyens participeront également à un meilleur avenir. « Le système belge n'accorde pas une place majeure à l'idée de l'intérêt général ou de la volonté générale ».³⁷ C'est pourquoi la meilleure réponse à ce fait est le tirage au sort.

Je finirai ce travail par une citation dite par Tony Nepos, en 1982, qui est un auteur de BD habitant à Poitiers : « il n'y a pas de démocratie sans tirage au sort ». N'oublions pas non plus, que notre devise belge, qui est d'ailleurs l'article 193 de la Constitution : **L'UNION FAIT LA FORCE !**

³⁴ D. VAN REYBROUCK, « G1000 », disponible sur <http://www.davidvanreybrouck.be/?q=fr/content/le-manifeste-du-g1000>.

³⁵ LUXEMBOURG-STIFTUNG, « Peter Vermeersch & David Van Reybrouck – the G1000 – Innovations in Democracy », 20 juillet 2012, YouTube, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=U1eZ3qNYlbs>.

³⁶ M. UYTTENDAELE, *Trente leçons de droit constitutionnel*, Collection ULB-Précis, Bruxelles, Bruylant, 2011, p. 26.

³⁷ V. DE COOREBYTER, *La citoyenneté*, Bruxelles, CRISP, 2002, p. 10.

Bibliographie :

Législations s.l. :

- Article 10, alinéa 3 de la Constitution.
- Article 195 de la Constitution.
- Loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, M.B., 04 avril 2010, modifiée par la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination, M.B., 17 mars 2003.

Jurisprudences :

/

Doctrines :

- BEHREDT, C., *Introduction à la Théorie générale de l'Etat*, 3^e éd., de la Faculté de droit de l'Université de Liège, Bruxelles, Larcier, 2009.
- DABIN, J., *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*, de la Faculté de droit de l'université catholique de Louvain, Bruxelles, Bruylant 1986.
- DE COOREBYTER, V., *La citoyenneté*, Bruxelles, CRISP, 2002.
- DELPEREE, F., *La Belgique fédérale*, Bruxelles, Bruylant, 1994.
- GAUDIN, J. – P., *Participation démocratique*, 2^e éd., Clamecy, Armand Colin, 2013.
- HOEBEKE, S., *La liberté d'expression, pour qui, pour quoi, jusqu'où ?*, Limal, Anthemis, 2015.
- NOCE, T., *Prendre des décisions collectives avec des méthodes participatives*, Lyon, Chronique Sociale, 2009.
- PÂQUES, M., *Droit public élémentaire en quinze leçons*, faculté de droit de l'université de Liège, Bruxelles, Larcier, 2005.
- PÂQUES, M., SCHOLSEN, J.-C. *L'égalité : nouvelle(s) clé(s) du droit*, Liège, CUP, Bruxelles, Larcier, 2004 , vol. 73.
- SCHMITZ, P., *La démocratie belge malade de sa participatie : de l'orange bleue au fortisgate*, Liège, Céfal, 2009.
- UYTTENDAELE, M., *Les institutions de la Belgique*, Bruylant, 2014.
- UYTTENDAELE, M., *Trente leçons de droit constitutionnel*, Collection ULB-Précis, Bruxelles, Bruylant, 2011.
- VAN REYBROUCK, D., *Contre les élections*, Babel essai, 2013.

Divers :

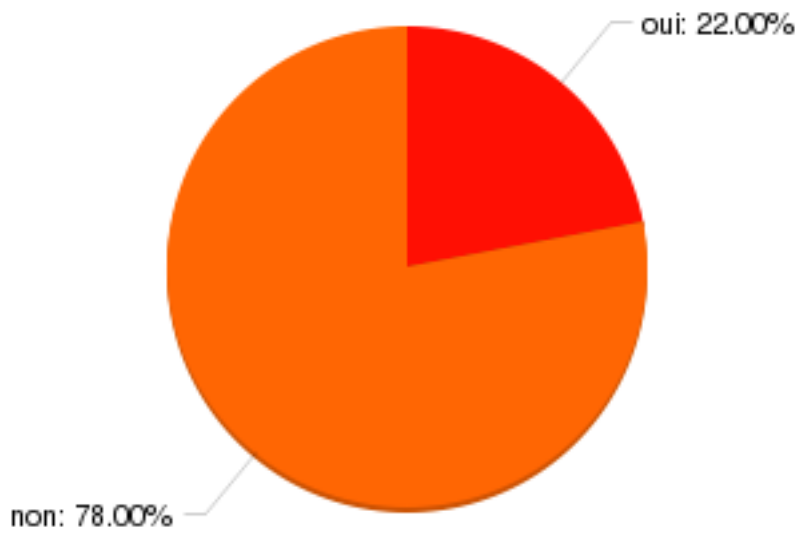
- CECILLON, O., « Entretien Mediapart – David Van Reybrouck : Contre les élections, pour la démocratie – intégral », 13 février 2017, YouTube, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=Eog6OocaOBk>.
- LUXEMBOURG-STIFTUNG, « Peter Vermeersch & David Van Reybrouck – the G1000 – Innovations in Democracy », 20 juillet 2012, YouTube, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=U1eZ3qNYlbs>.
- PROWLINGOWLTUBE, « Tegen verkiezingen – nieuwe democratie David van Reybrouck in vpro's buitenhof », 30 septembre 2013, YouTube, disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=JG1w-SiFN4s&t=586s>.

ANNEXE 1 :

En tant que citoyens, pensez-vous que votre avis est pris en compte par les institutions politiques ?

Nombre de participants : 200

44 (22.0%) : oui
156 (78.0%) : non



ANNEXE 2 :

LISTE FEMMES			
	NOM	PRENOM	LANGUE MATERNELLE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			

LISTE HOMMES			
	NOM	PRENOM	LANGUE MATERNELLE
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			

ANNEXE 3 :

Nom de la future loi	Oui j'adopte	Non je n'adopte pas

ANNEXE SONDAGE AU COMPLET (voir pages suivantes) :

Démocratie belge, quel est votre avis?

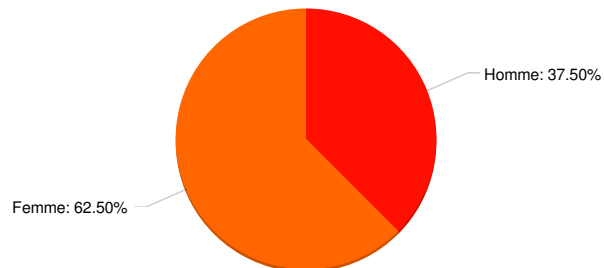
1. Etes-vous une femme ou un homme? *

Nombre de participants :

200

75 (37.5%): Homme

125 (62.5%): Femme



2. Quel âge avez-vous? *

Nombre de participants :

200

2 (1.0%): Moins de 18 ans

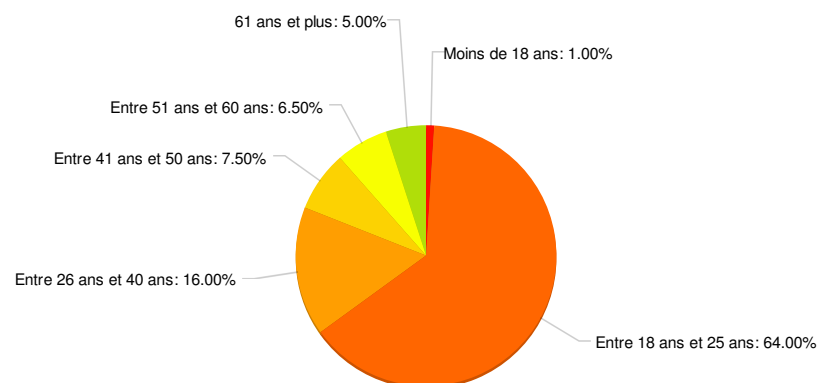
128 (64.0%): Entre 18 ans et 25 ans

32 (16.0%): Entre 26 ans et 40 ans

15 (7.5%): Entre 41 ans et 50 ans

13 (6.5%): Entre 51 ans et 60 ans

10 (5.0%): 61 ans et plus



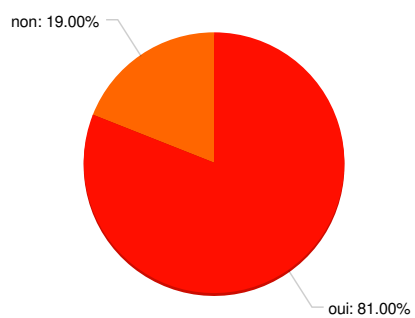
3. Si vous aviez le choix, voteriez-vous aux prochaines élections? *

Nombre de participants :

200

162 (81.0%): oui

38 (19.0%): non



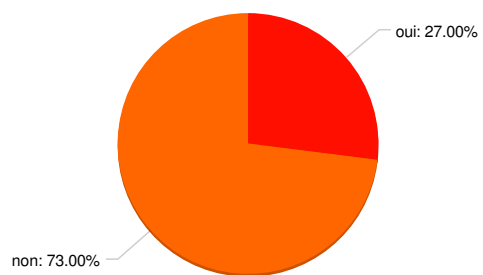
4. Pensez-vous avoir votre mot à dire en Belgique, pour n'importe quel sujet? *

Nombre de participants :

200

54 (27.0%): oui

146 (73.0%): non



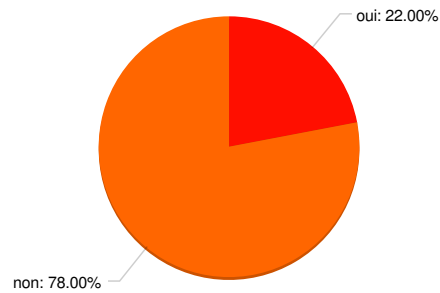
5. En tant que citoyens, pensez-vous que votre avis est pris en compte par les institutions politiques ? *

Nombre de participants :

200

44 (22.0%): oui

156 (78.0%): non



6. Si à la question précédente, votre réponse était non, pourriez-vous m'en dire plus? Pourquoi pensez-vous donc que l'on ne tient pas assez compte de votre avis?

Nombre de participants : 122

- En Belgique, on vote pour les idées d'un parti, ce parti peut très bien gagner les élections et ne pas être au gouvernement. Ce n'est donc que des arrangements et coalitions entre partis et en aucun cas notre avis n'est pris en compte la dedans.
 - quoi qu'on fasse, qu'on dise, qu'on manifeste... rien ne change...
 - Exact, la monde politique est en général très peu enclin à entamer des discussions avec les citoyens. Etonné fus-je d'ailleurs d'entendre ce matin que la ministre de l'enseignement allait entamer des consultations publiques pour mener à bien son pact d'excellence qui avouons-le patine un peu pour le moment. Pourquoi ces démarches n'ont-elles pas été entamée plus tôt
 - Nous avons bien sûr le droit de vote mais après les élections, les politiques font leur petite cuisine pour arriver à leurs fins et au bout du compte notre avis compte peu.
 - le gouvernement est loin de la réalité du terrain et se base sur ce qu'il connaît sans demander notre avis
 - il y a peu de sondages faits au sein de la population. Et la communauté européenne c'était une union , à présent chaque pays doit dicter ses lois , ses décisions venant de quelques personnes au sommet des congrés européens. avant la voix et les idées venaient du peuple , maintenant (et depuis 5-6 ans et plus fréquemment) , c'est devenu une diction et des impositions venant d'en haut (CEE).
 - La politique ne sert que son égo et non pas le bien du peuple
 - Les politiques mettent en place des lois sans jamais demander notre avis
 - Dans notre pays, l'homme politique est servi par le peuple alors que c'est lui qui devrait nous servir et nous représenter. La politique actuelle en Belgique n'est en aucun cas représentative du peuple et à son service.
 - La démocratie représentative est détenus par les tyrans capitalistes impérialistes: patrons, banques, FMI,... Et en belgique, les nationalistes sont venus glisser leurs mesures sécuritaires, liberticides et racistes en plus des politiques libérales austéritaires.
Les riches dirigent et les pauvres encaissent. INSURRECTION
 - Même quand un parti gagne aux élections, ils font quand même des alliances entre eux qui n'ont plus rien à voir avec les résultats des élections.
Les politiciens ont tellement de choses à faire qu'ils n'ont pas le temps d'aller voir sur le terrain ce qui se passe réellement. Du coup, ils prennent des décisions qui n'ont aucun sens avec la réalité (peut-être en s'informant via les médias qui font du mauvais travail...).
- Bref, si on veut vraiment changer les choses, ce sera nous-mêmes et surement pas grâce aux politiciens. Au contraire !
- On ne nous a jamais demandé notre avis pour rien. Il faudrait plus de référendum...

- Parce que l'opinion d'une personne ne vaut rien, ce qui compte, c'est la volonté des plus puissants (€€) qui font du lobbying de masse pour assurer leur domination
- Structure assez complexe. Les politiciens veulent garder leur poste, quitte à ne pas agir dans l'intérêt général des citoyens.
- Les politiques prétendent en tenir compte mais au final, les décisions vont dans leur sens.
- Ce sont eux qui auront le pouvoir au final
- Il est clair que l'avis de la population importe peu, on nous impose tout, aucun référendum aucune possibilité de dialogue.
- Les politiciens se font élire pour des promesses qu'ils ne mettent pas en place. Ils sont obligés d'utiliser de la démagogie pour gagner le cœur des citoyens, je trouve cela dommage d'être forcé à mentir dans ses propres intérêts.
- Nous sommes dans une démocratie indirecte. Nous votons pour des gens qui sont censés nous représenter, pour des programmes. Mais une fois élus, on se rend compte que peu de promesses sont tenues (au niveau du parlement, du moins). En ce qui concerne la fonction exécutive de notre pays, les alliances entre les différents partis pour obtenir une majorité faussent la donne.
La biiiiiiise
- Pour en tenir compte, il faudrait le demander aux citoyens
- Car les politiciens ne sont que des nombrilistes qui ne voient que leurs opinions et uniquement les leurs.
- En tant que citoyen on parle mais personne écoute
- On ne prend pas assez notre avis en compte sur certaines matières de manière directe, seuls les représentants élus expriment leurs avis pas le peuple directement.
- Car le plus souvent bien que la majorité des citoyens se soit affirmée les textes vont dans le sens opposé de l'opinion des citoyens.
- Notre avis est représenté par des politiques qui ne peuvent en aucun cas regrouper l'ensemble des avis des citoyens pour tous les sujets. Cependant ils en représentent les convictions dans les grandes lignes
- Parce que tout tourne autour de l'argent surtout en Belgique dans les institutions publiques. L'intérêt des citoyens pour moi n'y est pas vraiment écouter
- vote terminé, dictature de la partitocratie !
- Pouvoir de l'argent plus ils en ont plus ils en veulent
- On vote des trucs et au final les politiques s'en foutent
Ex: pont des trous à Tournai
C'est pareil pour les projets de lois, en plus de ne pas écouter, ils prennent des sous aux personnes qui ont un revenu très faible...
Les citoyens font des grèves et les politiques ne s'en soucient pas
Ex: réforme des retraites ! Ils ne sont pas concernés et pour faire ce qu'ils font pour le prix auquel ils sont payés, c'est normal qu'ils s'en foutent
- Parce que les politiques choisissent fonction d'eux et qu'une seule grande masse peut avoir de l'importance
- Parce qu'on élit des représentants qui s'engagent à prendre certaines mesures, mais ne peuvent pas toujours tenir leurs promesses
- Parce que si ils prenaient vraiment notre avis en compte, beaucoup de choses changeraient !
- Je suis étudiant en médecine et clairement, on ne prend pas assez en compte notre avis dans toutes les décisions qui nous concernent et qui ont un impact direct sur notre vie.
- Que gagneraient-ils à nous écouter ?
- Ne pas prendre tous nos avis en compte oui, sûrement, on ne sait pas (ou peu?)
Malheureusement on demande à des politiciens de représenter le peuple avec des opinions directives diverses mais un référendum n'est que rarement plébiscité.

D'un autre côté il est facile de critiquer la politique (du plus petit au plus grand parti) mais sans avoir mis les pieds dans le plat, on est pas plus avancé que cela.

De plus on demande souvent des réformes pour les plus pauvres et les plus riches, sans rarement bon écho de part les petites bourses, dumping social ou bien institutions politiques patriarcales, c'est une question sans fin mais dont le débat est intéressant :)

- En tant que citoyen, nous n'avons pas véritablement d'impact sur ce qui est décidé. On vote pour des personnes dont l'idéologie se rapproche de la nôtre. Toutefois, ce n'est pas vraiment NOTRE avis qui est pris en compte. Maintenant, c'est sûr que ça devient compliqué de prendre en compte l'avis de chaque citoyen belge pour décider quelque chose.
- On ne peut pas écouter tout le monde
Il y a un gros défaut de représentativité dans la tranche 20-30 ans en Belgique. Comment les représentants politiques

- pourraient-ils comprendre et instaurer notre point de vue alors qu'ils sont coincé dans leur conception archaïque des institutions...
- La Belgique devrait mettre en place un système de referendum et ainsi laisser plus les citoyens s'exprimer sur des sujets qui les concernent directement. Ainsi la voix populaire serait plus présente.
- Certes, nous avons le droit de nous exprimer et donc les politiques entendent nos demandes / ce qu'on attend d'eux mais ils ne tiennent pas assez compte de ce que les citoyens veulent
- Les programmes électoraux présentés ne sont pas respectés. Le parti élu s'unit avec un ou des autres qui ne répondent pas forcément à mes attentes ou convictions!
- Il n'y a jamais de référendum organisé sur des grandes questions de société.
- on ne nous donne pas assez l'occasion de pouvoir de donner notre opinion
- Les politiques s'adresse à des universités ou bureaux d'étude (des spécialistes???n'étant pas sur le terrain et qui coûtent bien cher) pour résoudre des problèmes locaux et considèrent les citoyens belges comme des ignorants ,incompétents et n'acceptent pas les suggestions simples proposées par les utilisateurs!
- Je suis française ! Mais je travaille en Belgique ...
- Parce que les politiques changent de visage une fois qu'ils sont élu. Ils ne tiennent plus leurs paroles, ils changent leurs valeurs. Et une fois qu'ils sont au pouvoir, ils servent leur intérêt ou l'intérêt de leur proche
- Les politiques sont à la solde de grosses société. Ils profitent de leur pouvoir
- Tout est décidé en coulisses, par une élite financière, qui tire les ficelles à niveau supra-,national...le reste n'est que poudre aux yeux.
- tout simplement parce qu'on vote pour des gens et que finalement grâce à des coalitions ce ne sont pas toujours les meilleurs qui passent...
- La plupart des ministres ne sont pas spécialement compétents dans leur secteur, ils sont juste ministres... Il semblerait logique qu'un ingénieur soit ministre de l'énergie, un enseignant ministre de l'enseignement, etc. De base cela veut dire qu'ils ne peuvent pas saisir toutes les subtilités de leur domaine et donc ne comprennent pas spécialement les besoins et l'avis des citoyens concernés.
- Il suffit de lire la presse pour se rendre compte qu'il y a de la corruption et que des marchés sont passés grâce à des pots de vin !
- Parce que notre système d'élection fait que des élus s'associent avec n'importe quel autre élu (parti) et par conséquence, ces associations ne répondent souvent pas aux attentes des électeurs. Si on continue comme maintenant, je crains fort de voir des ^partis extrémistes revenir sur le devant de la politique. A force de nous faire avaler toutes leurs idées, leurs taxes... du grand n'importe quoi ! On nous prend pour des pompes "à fric" et rien d'autre ! On n'a plus aucune liberté ! On est fiché partout : communes, banques, hopitaux, magasins (avec la carte de fidélité); même le jour de votre mort, on vous saigne jusqu'à la dernière goûte : droit de succession, que reste-t-il du salaire que nous avons gagné : ONSS retenu à la source, taxe communale, taxe fédéral... vous achetez une maison : TVA ou droit d'enregistrement et le jour où vous mourrez : rebelote, on vous prend à nouveau... alors sur 100 E gagné à la sueur de notre front que restera-t-il pour nos enfants et petits-enfants !!
- Les décisions sont prises avant de les publier. Il est donc trop tard pour réagir. Peu de concertations populaires en Belgique.
- Tout d'abord nous ne votons pas pour des idées qui viennent de nous-même mais nous votons pour les idées qui nous semblent les meilleurs venant de politiques. Mais si je pense surtout que l'on nous écoute pas assez, c'est que lorsque nous avons voté pour ces personnes, elles peuvent comme bons leurs semble changer complètement de position.
- J'ai répondu non car les valeurs auxquelles je tiens le plus ne semble jamais défendue ou portée par un projet de société. Ce sentiment va plus loin qu'une pensée égocentrique car je suis entièrement d'accord avec Camus lorsqu'il disait que la politique n'a pas pour but de trouver un idéal commun mais de permettre à chacun de trouver son idéal. Je pense ici particulièrement à l'écologie et la tolérance.
- On ne le demande justement pas ou alors trop peu de fois. Et quand ils demandent notre avis, faudrait-il encore qu'ils le suivent, ce qui est rarement le cas.
- L'intérêt personnelle des politiques avant les citoyens
- Le jeu des partis politiques et des négociations pour avoir une majorité empêche un réel choix sur la globalité d'un programme. Par exemple, je vais voter écolo car l'écologie est super importante mais vont se mettre dans une majorité où les actions sur l'écologie vont être moins importantes que si ils avaient été seuls au pouvoir. De plus, bien souvent, les partis ne tiennent pas compte de leur programme et font des choses contraires à leurs principes (ou font des choses qu'ils dénoncent quand c'est fait par d'autre majorité au pouvoir)
- Ils n'ont fait qu'à leur tête et le budget actuel est pris en compte....
- On nous fait voter pour savoir notre avis, pas pour l'appliquer. Le jour où l'avis du citoyen sera appliqué et bah il est pas encore arrivé.

- Parce que le gouvernement en place se compromet avec un parti politique dont le programme est en complète opposition avec mes valeurs personnelles.
- Toujours les mêmes coalitions...
- On sent très clairement que les décisions politiques sont guidées par les intérêts de classe des politiques. Leur but premier est de maintenir leur statut. Le bien être de la population c'est optionnel.
- il semble que des forces supérieures, ayant des intérêts qui vont à l'encontre de ceux du citoyen ont pris réellement le pouvoir, les multinationales par exemple...
- Parce que tout tourne autour de l'argent
- Un avis seul ne vaut rien, il faut être plusieurs du même avis pour avoir un poids et se faire entendre.
- Un exemple concret: les routes avec des nids de poules dont tout le monde se plaint mais que l'on ne rénove pas. Or, d'autres routes ont été rénovées alors qu'elles en avaient pas besoin. Ce n'est donc pas un problème de moyen.
- Le fait qu'il y ait une coalition en Belgique fait qu'on ne se sent pas représenté. Au final, deux parties qui n'ont peut être pas la majorité vont se retrouver au pouvoir. Ce ne trouve pas ça normal dans une "démocratie".
- Car l'avis du petit peuple passe après celui des investisseurs
- Les élus, les ministres font ce qu'ils veulent et dans leur intérêt !
- Parce que je pense que les politiques font ce qu'ils veulent au final et n'en ont rien à faire des citoyens
- Je pense que, peu importe notre avis, si les politiques veulent vraiment que quelque chose se passe, ils trouveront toujours le moyen de rendre cela réalité
- Nous sommes actuellement dans une Belgique où le gouvernement fait ce qu'il veut. Il n'écoute pas ce que disent les citoyens.
Je trouve ça dommage parce que le citoyen est l'homme de demain
- parce qu'il s'agit d'une coalition. Ils composent donc en fonction de la majorité et adapte leur promesse. Dans ce contexte, les engagements sont vite oubliés/transformés.
- Car pour des gens de mon cas , nous sommes ouvrier et rien ne change pour nous , exemple nous sommes de plus en plus taxer pourtant nos salaire n'augmente pas malgrer le coup de la vie aussi qui augmente qui nous pousse à faire des choix de vie et non vivre sa vie comme tu le fais que tu dois tjr faire attention au moindre euro . j'en passe je parle pas des médicaments etc etc
- je pense que à l'heure actuelle, ce n'est plus la Belgique qui peut décider de son avenir, elle est plutôt devant le fait accompli des impositions de l'Europe
- Le peuple est contre la plupart des mesures prises ces dernières années (pension, impôts, index ...) mais tous semblent résignés et ne contestent même plus.
Depuis que je suis en âge de m'intéresser à la politique, on voit toujours les mêmes têtes au pouvoir, des gens qui sont là uniquement pour l'enrichissement personnel et non par vocation
- Car on correspond qu'à une petite voix. Ils feront dans tous les cas ce qu'ils veulent
- les citoyens ne sont pas écoutés
- le gouvernement ne tient pas compte des problèmes réels des citoyens
- C'est la politique qui gouverne, les citoyens ne sont pas beaucoup pris en compte
- on nous dirige sans connaître la situation du "petit" peuple et en se foutant complètement de leur avis
- Si l'avis des citoyens était une priorité du gouvernement, les médicaments, les soins, les transports en commun etc... ne seraient pas en aussi piteux état ! Augmentation des prix pour un service de moins en moins bon et les responsables politiques ne font rien pour y palier.
- Si je veux résumer mes pensées, et synthétiser ma réponse pour ce questionnaire, je dirais que " Politique = Mafia ".
En effet:
 - Trop de gens de la même famille dans la politique belge
 - La politique se résume à faire des alliances, des pots-de-vin et des dons de postes bien placés pour faire passer telle ou telle réforme et ce, indépendamment de l'avis des citoyens (et du programme politique du parti)
- Des exemples clairs:
 - la sortie du nucléaire réclamée mais retardée sans cesse; la prolongation (bien que nous allions enfin dans la bonne voie) non désirée par les citoyens du glyphosate pour les agriculteurs; la demande constante de décumul des mandats et de transparence de la part des citoyens, etc. : toujours une excuse bidon nous est servie
- le pouvoir étant selon moi trop décentralisé (c'est-à-dire qu'on vote pour des partis/personnes mais au final, ils ne sont pas contraints de respecter les arguments qui font qu'on a voté pour eux). Je pense que ce serait plus sain un système où un vote (par internet pourquoi pas) pour des mesures.
On aurait donc des membres de gouvernement qui doivent faire des mesures et les faire voter par les citoyens qui eux pourraient dire oui ou non ou à modifier. Là, notre avis serait pris en compte et le gouvernement devrait tenir compte du citoyen sous peine de ne pas pouvoir mettre en place sa politique.
En somme, on voterait plus pour un gouvernement, et ensuite les citoyens joueraient ou en tout cas en partie, le rôle

de la chambre de représentants.

- Les mesures adoptées sont en décalage par rapport à la réalité. On tient compte de notre avis au niveau du vote, mais une fois que la majorité est en place, elle n'a d'autre choix que de faire des compromis au niveau politique, puisque tous les autres partis ont malheureusement leur mot à dire. Donc l'avis des gens est biaisé et est forcément "remanié", et cela s'en ressent dans les faits.
- Les députés votent comme leur demande leur parti et il n'est pas rare que lesdits partis ne se souviennent plus de leurs promesses électorales
- Parce que la politique est un jeu d'argent donc l'enjeu est pris bien avant le bien-être des citoyens quelconques.
- la Belgique est faite de magouille
- Il n'existe pas de moyen de donner notre avis. Les grèves et protestations n'ont aucun effet. L'argent est toujours la priorité. Et même si quelqu'un prêt à changer les choses se retrouvait au pouvoir, il y a trop de loi, trop d'obstacles pour qu'il puisse le faire librement. Et les gens continueraient à se plaindre quand même.
- Il n'y a que pour ceux qui gouverne
- Les coalitions entre partis politiques ne prennent déjà pas en compte l'avis de la population quant aux votes.
- Je nuancerais mon "oui" parce que les politiques doivent tenir compte des forces octroyées aux uns et aux autres, mais il arrive qu'une formation plébiscitée aux élections reste dans l'opposition à cause du système de coalitions en Belgique. Le pire ce sont ceux qui arrivés au pouvoir ne respectent pas leurs promesses. Alors dans ce cas, notre vote ne sert à rien!
- j'ai mis oui à la réponse d'avant car c'était soit oui ou non..
- Le monde politique ne pense que à gagner de l'argent sur notre dos pour le dépenser à payer ces fameux politiques en 1 mois ce que une personne normale gagne en 1 ans... disent prendre en considération nos avis mais rien ne change en notre faveur uniquement en l'a leur..:
- Les politiques brisent nos acquits malgré nos nombreuses mises en garde. Nous sommes écrasés
- est-ce que seulement on connaît notre avis?
- Les organes politiques, tel qu'ils existent aujourd'hui, ne sont en rien une représentation fidèle de l'électorat. En effet, les hémicycles sont constitués de professionnels de la politique n'ayant que très peu conscience de la société dans laquelle nous évoluons.
D'autre part, quelle que soit l'issue du vote, nous assistons depuis plusieurs décennies à la mise en oeuvre de coalitions qui ne reflètent en rien le résultat des différents scrutins.
Difficile, dans ces conditions, de tenir l'ensemble des engagements inscrits sur les programmes électoraux (source de motivation principale de l'intention de vote).
- on a beau donner notre opinion, mais le gouvernement ne fait que ce qui l'arrange, des choses dont il peut en tirer profit.
- Plusieurs choses : le fait que la démocratie c'est voter tous les x années pour élire des guignols qui parleront soit disant en notre nom, mais en réalité parleront à notre place, les traités de l'UE qui empêche par exemple la nationalisation des secteurs de l'énergie ou le contrôle des mouvements de capitaux ou encore le fait que de grands groupes décident à notre place ce qu'il y a lieu de produire, etc.
- Si c'était vraiment le cas je pense que les choses seraient différentes, les lois, les décisions seraient prises différemment
- D'après moi, les politiciens pensent surtout que leurs propositions et leurs décisions sont les meilleures qui soient pour les citoyens et ce n'est pas forcément le cas. A voir certains de leurs choix, on peut constater que nous ne sommes pas tous égaux en Belgique...
- Il y a trop de lobbying et le pouvoir de l'argent est trop présent.
- Le but en politique n'est pas de réaliser l'avis du citoyen . Le but est de se faire réélire pour garder ses avantages dans le poste. Il n'y a que très peu de politique qui tiennent compte de l'avis du citoyen et le met en pratique car ce n'est pas forcément avantageux et peu diminué les avantages du poste.
- On ne nous demande même pas notre avis .Je suis vétérinaire et à propos de certaines nouvelles lois concernant la reproduction (les éleveurs ont été au courant avant nous) et le changement d'organisme pour les enregistrements d'animaux par exemple(on l'a appris par la presse) , nous sommes mis devant le fait accompli A quoi sert notre organisme de défense de la profession si les élus ou leurs conseillers font fi de leurs avis ?. Cas semblable concernant la stérilisation précoce des chattes et des chats, il y a 2-3 ans.
- Sentiment que les décisions politiques ne sont pas adaptées à l'évolution des besoins sociétaux (emploi, pauvreté, écologie, avenir de la planète,...)
- Gouvernement vote les lois et ne demande jamais au citoyens leur avis ...
- Parce que l'intérêt de quelques uns ne correspondra jamais à l'intérêt de une personne. Ils se foutent bien pas mal des citoyens
- Facultatif

- 1) Démocratie donc mon avis est dilué parmi les autres
- 2) Si les politiques ont une vision déterminée d'une chose, il faut que les citoyens soient réellement menaçants pour leur faire changer d'avis
- C'est toujours les mêmes qui décident & de plus il ne "s'abaissent" pas aux problèmes des citoyens normaux mais qu'à ceux qui ont assez d'argent pour participer et s'intéresser à la politique ^^ !
- lors du vote et des résultats aux élections, les coalitions ne laissent pas le peuple s'exprimer ...

De plus, le choix des présidents de parti n'est pas laissé aux électeurs et donc, le pouvoir n'est pas donné à qui le peuple veut le laisser .

Ensuite, aucun référendum n'est jamais proposé et les lois sont votées sans laisser le choix au peuple...

- c'est un sentiment général; les politiques qui nous gouvernent reculent l'âge de la pension mais eux-mêmes seront pensionnés avant nous en touchant autre chose que nous pauvres citoyens!
au bout de quelques mandats politiques, ils peuvent déjà être pensionnés et quand il faut faire des bénéfices tout le monde doit y participer! qu'ils commencent par baisser un peu leurs salaires!
- Le politique ne regarde pas l'intérêt de la population mais le sien.
À l'heure actuelle, des changements s'opèrent car trop "d'affaires" mises sur la place publique (cumul des mandats, pot-de-vin, ...)
- Quelque soit l'avis que l'on puisse donner, les politiciens n'en tiennent compte que si cela peut être avantageux pour eux... Sinon, ce qui a été décidé sera appliqué !
- Parce qu'il y a toujours les mots d'ordre suivis par les politiques
- Peu de moyen simple et efficace de faire passer des idées. Il pourrait, par exemple, y avoir des enquêtes sur les réseaux sociaux (c'est à la mode), assez accessible, particulièrement pour les jeunes. Et parmi les retours des personnes qui ont essayé, on constate peu de résultat.
- Exemple 1 : Lors des élections, les partis (même ceux n'ayant que très peu de points communs) s'unissent pour avoir plus de voix que le parti choisi par le peuple.

Exemple 2 : Pour certaines décisions, certaines communes demandent à leur citoyen de voter afin d'avoir l'avis du peuple. Une fois l'avis pris, les décideurs prennent leur décision, mais sans réellement tenir compte de notre volonté. Quand les citoyens râlent, on leur répond "que ça n'était que pour avoir leur avis".

- Je suis du genre à penser qu'un avis ne change pas
- Je pense que les avis non "conventionnel" ne sont pas assez représentés. On a toujours cette impression d'avoir les mêmes têtes au gouvernement. En parallèle je trouve la moyenne d'âge des politiques bien trop vieille.
- /

7. Si une possibilité de changement s'offrait à vous, que feriez-vous pour améliorer la Belgique? (Au niveau des institutions belges, au niveau de la politique, etc.).

Nombre de participants : 135

- Je pense que j'adopterai un système de République comme c'est le cas en France, plus représentatif du vote des citoyens selon moi.
- Changer tous les politiques qui ne changent quasiment jamais d'année en année
Laisser la population avoir plus son mot à dire dans les décisions
- Fini les conflits d'intérêts
Pas de cumul et pas de d'avantage de la sphère politique
pas d'enrichissement sur le dos des citoyens
travail de groupes multidisciplinaires pour avancer efficacement sur une thématique
- Simplifier le "mille-feuilles" institutionnel, choisir des projets qui servent le plus grand nombre et pas des projets pour faire valoir les politiques
- nos politiciens sont quand même élus selon nos votes. donc ils sont là parce qu'ils ont été choisis par le peuple.
maintenant avec tous les moyens de technologie qui s'offrent à nous, essayer de changer au bas de l'échelle : la communication : chaque bourgmestre de village devrait avoir un site de "foire aux questions" "aux idées d'amélioration" "à la possibilité de voter (forme de pétition) avant de soumettre un projet au conseil communal"

actuellement beaucoup de débats avec la réforme des pensions, des soins de santé ... il faut que des choses soient mises en place, le plus petit intervenant comprend qu'on ne peut continuer, qu'il faut des réformes, mais d'abord qu'elles s'appliquent en exemple aux pouvoirs publics pourquoi un Ministre ne pourrait-il renoncer à la gratuité d'une voiture de fonction, de ses déplacements ? il gagne suffisamment pour payer "son ticket de train" (image) comme chacun d'entre nous ? Pourquoi lorsqu'un Ministre part à la pension reçoit-il suffisamment pour acheter deux maisons de luxe, alors que le commun paiera encore un loyer et lui restera juste assez pour finir son mois et survivre.

encore beaucoup à dire

- Investir bcp plus dans l'enseignement !
- Revoir tout le système de A à Z
 - - Créer une proximité entre le citoyen et l'institution
 - Moins d'influence des partis politiques sur les institutions (répondre mieux aux besoins des citoyens et non, créer des arrangements politiques à leur profit pour être sûr d'être élu)
 - Donner un nouveau souffle démocratique (initiative populaire, par exemple)
 - Concevoir des listes électorales issues de gens des différents milieux professionnels
 - Limiter les mandats pour le nombre et dans le temps
 - Donner des cours de citoyenneté dans le but que les Belges comprennent le système et le langage politique
- Mise en place de référendum pour les lois qui sont assez importantes
- Je réduirai de moitié le salaire des ministres et députés, car c'est selon moi de l'argent gaspillé et qui pourrait être utilisé de manière plus effective ainsi qu'utile. Ensuite je réduirai le nombre de ministres en place et réunirai des secteurs sociaux et économiques ensemble pour une plus grande facilité de leur gestion.
- ANARCHIE
- Diminuer leur salaire. Pouvoir être réélu que deux fois (exemple de Di Rupo..).

S'ils font une bêtise ou ne remplissent pas leurs obligations, ils ne devraient plus pouvoir faire de politique

- Aidez un peu plus les gens qui travaillent. Être reconnu comme des gens qui cotisent pour l'État.
Aidez les petites et moyennes entreprises pour pouvoir embaucher davantage.
- Détruire les partis politiques
Instaurer le tirage au sort
Interdire le cumul de plusieurs postes simultanément (pas tous les cas de cumul)
- Limiter les mandats de tous les acteurs politiques dans le temps.
Proposer un décumul intégrale entre les différentes fonctions.
Faire connaître les petits partis.
- Supprimer la plupart des postes politiques inutiles. Ne garder que les principaux comme dans les autres pays. Et surtout, ne plus avoir 2 ministres/délégués pour Flandres et Wallonie.
- Bonne question.
Remettre plus de pouvoir à la royauté, la Belgique ne se soucie guère de sa population seule le profit compte.
- initiative populaire se terminant en référendum obligatoire en matière de révision de la Constitution et des lois fédérales
- J'aimerais que l'on fasse plus attention aux conséquences écologiques dont notre société est responsable.
- une initiative populaire aboutissant à un référendum
- Mettre en place une norme visant; l'obligation de rédiger un bulletin des recettes et finances des communes et qu'il soit envoyé à chaque personne résidant sur le territoire de cette commune.
- Une démocratie directe serait la bienvenue mais vu l'ampleur de notre pays, le nombre de citoyens et de cons, ce n'est pas possible.
Moi je dis qu'une bonne petite guerre des familles remettrait pas mal de choses dans l'ordre.
La biiiiise x2
- Je ferais en sorte que tout soit équitable (travail, salaires, droits et obligations)
- Permettre l'organisation de consultations populaires au niveau fédéral.
- Éviter les différentes coalitions, soumettre plus de décisions à la démocratie directe, ajouter un ensemble de citoyens tiré au sort et pouvant participer à la prise de décisions
- Je simplifierai le système, moi de régionalisation et plus de nationalisation. Tout le monde pareil (par exemple pour les allocations familiales).
- Education civique et morale des politiciens.
- Je demanderai que chaque citoyen ne puisse prêter qu'un temps plein. Une transparence sur les décisions prises.
Pour un vote communal, je suis pour que le collège soit constitué dans l'ordre des préférences des voix sans avoir de

couleur politique. Le premier en nombre de voix est bourgmestre et choisi ses compétences outre celles liées à sa fonction.

- La communication par rapport au programme électoral des candidats.
- Tenir compte de l'avis des citoyens
- Un mandant rémunéré et ensuite mandat gratuit
- Beaucoup de réformes au niveau des mécanismes alternatifs de participation citoyenne , exemple: le référendum
- Une meilleure cohésion et coopération entre les institutions. Moins de gouvernements
- Placer plus de citoyens, mettre 50% de citoyens dans la salle de vote.
Payer beaucoup moins les politiques ! Ça renflouerait déjà plus les finances du pays.
- J en ai encore aucune idee
- le referendum pour toutes les décisions importantes
- Changer certains article de la constitution tout d'abord.

Encadrer de manière plus stricte les politiciens

- Diminuer le nombre de personnes qui prennent les décisions! Plus ils sont, plus longtemps ça leur prends pour être d'accord!
- Je ferais en sorte que des référendums (obligatoire) soient fait régulièrement pour sonder la population.
- Réduire les différents niveaux de pouvoir, ça ralentit tout tout le temps.
- privatisation des autoroutes, Revoir les avantages des ministres, légalisation cannabis, ..
- -Une régression du nombres de députés et d'échevins au profit d'Hommes sur place.
-Augmenter le nombre de referendi.
-Transparence totale du corps diplomatiques.
(Aucuns parachutes dorés et aucunes autres faveurs, un peu à la sauce "simple civil" .
- Rendre plus transparentes les décisions prises par les institutions pour la population (non-initiés bien sûr). Beaucoup de personnes ne comprennent pas d'où viennent les mesures qui ont été décidées et le travail en amont.
- Meilleur gouvernement
- Il faudrait avant tout simplifier le système institutionnel belge qui est incompréhensible pour la plupart de la population, ensuite, augmenter la représentativité de ces derniers par l'instauration d'élection directe dans toutes les institutions, trouver le moyen de renouveler constamment les membres de ces institutions et améliorer la représentativité de certaine "tranche d'âge" de citoyen
- Lors de projets de loi, mettre en place un système de referendum, les citoyens seraient ainsi liés au projet de loi et pourraient dire si il sont pour ou contre ce dernier.
- Supprimer les différences entre les différentes régions du pays (voire même supprimer cette régionalisation)
Aller vers un état « entier » et pas divisé en parties qui n'ont pas les mêmes ressources
- Suppression des provinces, du sénat et de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour réduire les dépenses inutile. Mise en place de referendum automatiquement sur les grandes questions de société, et appliquer obligatoirement la décision du peuple.
- il faudrait demander l'avis de la population plus souvent et sur tous les sujets
- Ecouter les suggestions et propositions des citoyens!
- Diminuer le nombre de ministre et ne faire qu'un gouvernement (rassembler les wallons, flamands et bruxellois)
- Plus d'équité.moins de politique dans les institutions
- Retour à un gouvernement unique
- Sincèrement il y a tellement de choses à revoir que je ne saurais même pas vous dire par où commencer.
Les salaires des politiciens seraient déjà à revoir, les taxations sur les travailleurs aussi, sans parler de l'enseignement qui est une vrai catastrophe pour les enfants qui ne rentre pas dans un moule!
- Je ne m'y connais pas énormément mais je pense que ce dont j'ai parlé à la question précédente serait déjà un bon début.
- Beaucoup plus de transparence tout simplement
- Simplifier l'état, clarifier le monde politique.
- On revient à un état fédéral - fini des régions, des provinces, des poubelles et j'en passe; j'ai 69 ans et quand j'étais "jeune", on avait un état qui était au service de tous les belges, une quasi égalité entre les flamands et les wallons; on avait un ministre de l'économie, des affaires étrangères et autres... et ces ministres défendaient aussi bien les uns que les autres; on n'avait pas cette guerre des régions... on n'avait pas autant d'institutions qui se sucent juteusement sur notre dos !! il y a bien trop de fonctionnaires payés à "faire pas grand chose" on réinstalle un service militaire pour tous les jeunes sans formation professionnelle , au lieu d'aller au chômage, ils iront faire un service

militaire au service de la nation, on leur apprendra une certaine discipline, rigueur; on leur inculquera une formation : chauffeur de camion, mécanicien, service aide aux personnes âgées et j'en passe; au lieu de les laisser "dormir" jusqu'à midi tant que les parents sont au boulot pour leur fournir le couvert et leur toit ! désolée mais ça fait du bien de vider son sac !!

- Nettement moins de ministres . Moins d' aides aux pays étrangers. S' occuper un peu plus de ce qui se passe chez nous avant d' aller voir ailleurs.
- Je n'ai pas d'idées précises pour améliorer la Belgique, je ne m'y connais pas assez pour dire de faire ceci ou cela. Mais je pense qu'il y a un réel manque d'écoute de la population.
Je pense aussi qu'il y a trop de différences entre les institutions des 3 régions en Belgique.
- Très certainement diminuer considérablement le nombre excessif de "représentants du pouvoir". Arriver à faire travailler les ouvriers-employers comme si ils travaillaient pour eux-mêmes. Partir à la chasse aux tire au flan...
- Je renforcerais le financement de la sécurité sociale. Je souhaiterais que certaines compétences actuellement gérées par les régions redeviennent fédérales. Je souhaiterais de manière peut_être utopique que la politique se déprofessionalise. J'attends également que les attentes des politiques et dirigeants s'ecartent des notions de profits et de croissance pour se focaliser sur le bizn être des citoyens en répondant, par exemples, aux enjeux de l'enseignement, du partage du travail et des biens.
- Je pense qu'avant de chercher à améliorer nos liens avec d'autres pays, il faudrait tout simplement améliorer notre pays. Que ça soit ce qui touche à la précarité, aux incivilités... .
- Aucune idée... revoir la façon dont on gouverne, avoir un vote de plusieurs partis en fonction des idées et si par exemple, sur l'écologie c'est écolo qui gagne, c'est eux qui se chargent entièrement de la partie écologie
- Moins d' élus moins de ministres et un seul parti pour diriger
- Je supprimerais les devoirs pour alourdir légèrement les études supérieures de dernières années. Forcer les élèves à avoir un pourcentage d'au moins 90% pour tout ce qui touche à la médecine. On est trop soigné par des médecins terminant avec 60%. Pour la politique rien à dire sa changeras quand même rien.
- Instauration de la démocratie directe et inscription du référendum dans la constitution.
- Moins de partis (et de personnalités) ?
- Donner plus de pouvoir au peuple, un pouvoir plus direct. Un peu dans le style de ce qui est proposé par Etienne Chouard.
- recourir au référendum contraignant
- Je prendrais plus en compte l'avis des citoyens mais je ne sais pas de quelle façon cela peut se faire
- C'est pas bien comme ça ?
- Obliger les partis politiques à être bilingue, instaurer le bilinguisme dans un plus grand nombre de communes et dans les brabants, éliminer certaines institutions des trois pouvoirs qui n'auraient plus d'utilités et diminuer le temps des mécanismes décisionnels ou en retirer.
- Je pense qu'il faudrait demander l'avis de la population plus souvent et que cet avis soit contraignant. Concernant les élections, il faudrait peut-être changer le système peut être comme en France avec plusieurs phases pour garder au final vraiment le favori.
- Un grand nettoyage des politiques
- Moins de ministres !!!! Trop de lois tuent la loi
- Plus de fédéral et moins de régional et que les politiciens arrêtent d'accentuer le clivage nord/sud
- Si bcp moins de politiques => plus facile de trouver une solution dans un accord commun et économie de budget
- Faciliter la compréhension du système politique
- - Investissement massif au niveau de l'enseignement afin de préparer notre futur
- J'instaurerai une consultation populaire lorsqu'il s'agit d'adopter des normes qui touchent et impliquent directement le citoyen.
- réduire le nombre d'institution politique et par conséquent le nombre de fonctionnaires... tout est compliqué, tout est flou
- Aucune idée - mais un changement général à adopter est peut être d'inclure la politique et la responsabilisation dans les cours de réthos pour comprendre quel impacte la politique peut avoir sur nos vies .
- Je vire le 3/4 des politiciens inutile et je garde le stricte minimum pour qu'il sachent déjà ces quoi travail et que l'état puisse faire des économies sur les salaires hors norme de ces gens inutile , je réduirait coup des taxes salariale des ouvrier pour augmenter leur pouvoir d'achat qui ce repercuterais positivement instantanément dans les caisses de l'état et qui permettrai au jeune de pourvoir avoir une maison , une voiture pour travailler puis au moin l'envie de travailler de gagner vraiment sa vie , taxer plus tout ces étrangers qui traverse notre pays où qui travaille mes qui ne cotise pas pour notre état , exemple : je crée des paysages sur nos autoroute pour tout véhicule étranger au belges un nouvelle apport d'argent pour l'entretien des route et des villes plus une création d'emploi plus le faites d'interdire tout étranger de travailler en Belgique et payer ces taxe dans un autre pays ... Au final on changera pas le monde on

est fait pour faire vivre les plus riches aisément jamais rien changera si tu es du bon côté tes bien si tu vie en temp que petit citoyen tes mort au boulot

- supprimer les régions, un seul pays unis.
- une vraie démocratie avec des gens issus de toutes les classes sociales, renouvelés régulièrement, avec des salaires "normaux" pour les élus.
- Moins de ministres
Privilégier l'emploi des jeunes
- il n'y a rien à faire tout est corrompu
- Je ferai en sorte de proposer un réseau de transports fiable, rapide et qui couvre toute la Belgique. Il est lamentable de devoir mettre 2h30 pour traverser 25 km de la Belgique en bus ou parfois même en train ! Je ferai également en sorte de donner la priorité à des choses essentielles du quotidien des citoyens : manger, boire, se loger, se déplacer, se soigner ... Il est incroyable de devoir payer des fortunes pour ce genre de choses qui sont la base de notre survie ! Je donnerai la priorité aux produits locaux, belges, je réduirais les importations et miserai sur l'exportation tant que nos réserves sont suffisantes pour ne pas impacter le citoyen belge.
- Faire intervenir un civil qui n'ait rien à voir avec la politique lors des votes ou des prises de décisions
- C'est triste à dire, mais tout est à refaire.
Toute notre politique est à refaire, pour redonner de la voix au peuple et que les magouilles cessent (toutes celles que l'on voit ces derniers temps, tout parti confondu).
Un autre exemple.. Les administrations belges vivent dans les années 80 avec des programmes lents et mal conçus, mais les mettre à jour coûterait de l'argent. Mais faire appel à une société revient à faire appel au marché public.. A qui donne-t-on ce travail ? Des gens compétents ? Des gens exploités ? Des gens pistonnés ?
- Refédéralisation de certaines compétences avec une diminution des niveaux de pouvoir et des cabinets (nombres de gouverneurs, députés, régions, communautés), beaucoup de monde pour par grand chose et surtout trop de "doublons".

Décumul et transparence!

Arrêter de prendre la classe moyenne pour la vache à lait... on sait tous où aller chercher pour combler les trous du budget: au(x) gouvernement(s) eux-mêmes.

- le pouvoir étant selon moi trop décentralisé (c'est-à-dire qu'on vote pour des partis/personnes mais au final, ils ne sont pas contraints de respecter les arguments qui font qu'on a voté pour eux). Je pense que ce serait plus sain un système où un vote (par internet pourquoi pas) pour des mesures.
On aurait donc des membres de gouvernement qui doivent faire des mesures et les faire voter par les citoyens qui eux pourraient dire oui ou non ou à modifier. Là, notre avis serait pris en compte et le gouvernement devrait tenir compte du citoyen sous peine de ne pas pouvoir mettre en place sa politique.
En somme, on voterait plus pour un gouvernement, et ensuite les citoyens joueraient ou en tout cas en partie, le rôle de la chambre de représentants.
- Restreindre la possibilité de voter. La voix de chaque citoyen n'est pas égale. Il faut des conditions strictes, une certaine formation, manifester un intérêt pour la société. C'est le seul moyen d'éviter les dérives que connaissent certains pays (dont je n'ai pas besoin de citer le nom).
- simplification à tous les niveaux de pouvoir
interdiction formelle de cumuls de mandats
interdiction formelle de travail privé à partir d'un certain niveau de mandat (ex. échevin)
mandats limités dans le temps
révision de l'immunité parlementaire
permettre aux services de contrôle et à la justice de fonctionner correctement (ex. fraude fiscale)
etc etc
- Trop vaste, il faudrait dans un premier temps limiter les mandats politiques au sein des partis afin de ne pas assister à un désastre comme ce fut le cas à Charleroi.
- une révolution
- Je changerai un maximum de choses pour permettre la protection de l'environnement mais aussi la sensibilisation des citoyens à cette cause.
Je répartirai les taxes et les salaires différemment, pour augmenter la solidarité (mais je m'y connais peu donc je ne sais pas si c'est réalisable)
- Réinstaurer le référendum
- !!!
- D'arrêter de se prendre la tête pour des "conneries" et penser un peu plus à aider les personnes qui en ont besoins (aide médicale, aide financière, etc)

- Plus de place pour le citoyen dans l'élaboration des lois
- Notre système est devenu ingérable tellement on a multiplié les institutions et fractionné les responsabilités. Il faut revenir à des institutions compréhensibles et plus efficaces dans leurs actions et donc simplifier sans tomber dans l'excès (exercice difficile). Les politiques devraient être responsabilisés et rendre compte sérieusement de leurs actes (ou absences d'actes). Le népotisme doit être définitivement proscrit! Le citoyen est en droit d'exiger d'un personnel politique rémunéré à sa juste valeur (ni trop ni trop peu) une réelle intégrité.
- Ecouter les jeunes ! pas 15 ans non plus mais 20-35 ans car nous sommes l'avenir
- Un monde politique qui prends en considération l'avis et l'amélioration de vie de ces citoyens..
- En hainaut , faire comme en Flandre , tout régionaliser. De tout façon , vu le climat politique actuel voulu par la NVA nous allons droit vers le confédéralisme.
- Changement radical des dirigeants. élu 1 X ensuite place à d'autres
- éviter toutes ces décisions qui ressemblent a du despotisme et dans beaucoup de domaines
- La décentralisation des pouvoirs a, plus que probablement, complexifié le paysage politique belge. Revenons en donc à une Belgique fédérée sur le plan des institutions. Moins d'organes pour plus de simplicité et de transparence.
- réduire le nombre de ministres et députés
- je donnerai plus la parole au peuple, tiendrai en compte de leurs plaintes, faire passer le peuple avant tout, pas les profits individuels
- Rien, ce n'est pas à moi, ni à aucun individu isolé de manière générale, de décider ce qu'il y a lieu de faire.
- Je pense déjà qu'il faudrait que les politiciens soient plus honnête, je ne pense pas que ce soit un désir surréaliste je pense vraiment qu'il est possible de faire de la politique et en restant honnête au lieu de courir derrière les profits et cela sur le dos des gens
- Implication citoyenne (+ importante) dans la procédure législative fédérale
- Restructuration. Trop d'argent perdu à cause des attentes, ... pas efficient et contraint les habitants suite à ces organisations pas efficientes et à jour sur certaine technologie
- Diminuer drastiquement le nombre d'élu et de gouvernement (région wallonne, flamande, fédéral,) et aussi le nombre d'intercommunale
- Je pense que le mieux serait de refaire un feed back de la promesse de campagne du gouvernement juste avant les élections et de comparer la promesse faite au peuple et les actions réellement réaliser. Il faut aussi expliqué pourquoi certains actions ont été alors que d'autres prévu ont été abandonné. Le feed back obligerait à maintenir une cohérence entre la promesse de campagne et les faits réaliser durant l'année si l'ancien gouvernement n'a pas respecté sa parole (donc l'avis du citoyen) il se trouvera en mauvaise posture électoral
- Je diversifierais plus le gouvernement.
- Moi même qui suis peu intéressée par le monde politique, je ne suis pas à -même de proposer des solutions. Je ne fais que des constatations. Une fois que les élus sont au pouvoir, il me semble qu'ils sont déconnectés de la réalité Maintenant, pour avoir voyager un peu, il y a pas mal d'autres pays beaucoup plus à plaindre de leur situation politique mais bon. . .
- Professionnalisation des fonctions politiques
- Plus de droits pour les Belges
Pension à 60 ans ou 40 ans de service selon le métier (à revoir pour métiers lourds) pour permettre aux jeunes de travailler
Plus de politiciens multiples à payer
- supprimer les mandats renouvelables, si on veut faire politicien, un mandat puis place à un autre
- Aboli l'état, les taxes sont du vol
- Payer moins les politiques, qu'ils gagnent le meme salaire que nous et peut être qu'ils comprendront les vrais problèmes de la vie
- Une plus grande transparence des décisions politiques
- coalition supprimée, changement de président de parti et referendum pour les loi importantes ...
- Mettre des gens compétents, qui ont fait des études dans les domaines concernés par les postes qu'on leur attribue ex: un ingénieur pour le ministère de l'énergie
- réformes au niveau du chômage (arrêter de pénaliser les jeunes diplômés, plus de contrôles vis à vis des abus/fraudes....)
- ?
- Rétablir un gouvernement fédéral et arrêter le gaspillage d'argent public en stoppant la multiplication des postes de la fonction publique (donc supprimer les gouvernements régionaux). Au niveau des pensions, revoir le système afin de faire une transition vers un nouveau système 65 ou 67 ans) progressif et ne pas imposer le recul de l'âge de la pension

à des travailleurs qui déjà plus de 30 ou 35 ans de travail. Pour moi, dans ce cas, il y a non-respect du contrat moral passé au début de notre carrière avec le gouvernement !

- Les exclure de la vie politique à "vie" lorsqu'ils ont fautes.
- Uniformiser plus au niveau des régions, faire quelque chose pour l'état des routes, améliorer et faciliter la possibilité de donner son avis vis à vis des nouvelles lois , etc
- Que les politiciens tiennent réellement leurs promesses d'élection ? ;)
- Je tenterai d'instaurer une démocratie participative et populaire. Ainsi qu'un large investissement dans l'éducation au détriment de la défense.
- /

8. Accepteriez-vous de participer, avec d'autres citoyens, à un vote sur les prochaines lois à adopter. *

Nombre de participants :

200

182 (91.0%): oui

18 (9.0%): non

